

# LA TRANSFORMATION PROFONDE DE L'ARGENTINE SOUS LE PRÉSIDENT JAVIER MILEI

Les déjeuners-débats d'ETHIC



## NOTRE INVITÉ

**IAN SIELECKI**

AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE ET PLÉNIPOTENTIAIRE DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Le Mouvement ETHIC a reçu son Excellence **Ian Sielecki**, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République d'Argentine, pour un déjeuner-débat sur le thème : “*La transformation profonde de l'Argentine menée par le Président Javier Milei*”.

L'Ambassadeur a rappelé qu'au moment de l'élection de Javier Milei, l'Argentine traversait une crise profonde marquée par une inflation mensuelle de 25 % et un taux de pauvreté atteignant 54 %. Selon lui, le nouveau président a mis en œuvre dès son arrivée « la réduction de la dépense publique la plus radicale de l'histoire occidentale », permettant d'éliminer le déficit fiscal et de stopper l'émission monétaire destinée à financer les dépenses publiques.

Ces mesures auraient permis une baisse spectaculaire de l'inflation, désormais autour de 2,4 % par mois. L'Ambassadeur souligne également une réduction importante de la pauvreté, passée de 54 % à 25 %, ce qui représenterait 14 millions de personnes sorties de la pauvreté, dont 6 millions de l'indigence.

Ian Sielecki a insisté sur le fait que Javier Milei est souvent mal compris en Europe, notamment en France, où une partie de la presse de gauche le présente comme un dirigeant d'extrême droite. Selon lui, **Milei est avant tout un « ultralibéral » engagé dans une bataille culturelle visant à réduire la dépendance à l'État**. Il précise que, fait largement oublié par certains journalistes de gauche, les **dépenses sociales n'ont pas été supprimées mais au contraire renforcées**, tandis que les autres dépenses de l'Etat ont été supprimés.

## “JAVIER MILEI REPRÉSENTE AU CONTRAIRE « L’ANTIDOTE » AU POPULISME”

Sophie de Menthon, Présidente d’ETHIC, a alors évoqué les résistances qu’un tel programme provoquerait en France, notamment de la part des syndicats ou de mouvements comparables aux « gilets jaunes ». L’Ambassadeur a répondu que l’Argentine connaissait les mêmes phénomènes, aggravés par un système corporatiste, avec des **leaders syndicaux impopulaires** devenus milliardaires, ayant parfois contribué à la chute de gouvernements précédents.

L’Ambassadeur a également rappelé que Javier Milei gouvernait initialement avec une très faible représentation parlementaire : environ 15 % des députés et seulement 6 sénateurs sur 72. Malgré cela, il est parvenu à faire adopter des réformes majeures, notamment des baisses d’impôts et des mesures de dérégulation. Il attribue cette réussite à la cohérence idéologique du président et à sa capacité à convaincre l’opinion publique avant même son élection y compris parmi ses opposants.

Ian Sielecki a souligné que Javier Milei avait construit sa notoriété en défendant seul des idées libérales sur les plateaux de télévision, avant de voir progressivement une partie de l’opinion et des commentateurs se rallier à ses analyses. Il a insisté sur la constance et la transparence du président argentin, affirmant que ses positions n’avaient jamais varié au fil des années.

**Interrogé sur le poids de l’État-providence et la culture de l’assistanat**, l’Ambassadeur a expliqué que la situation argentine était comparable à celle de la France, mais dans des proportions encore plus importantes. Il a notamment évoqué le poids de l’économie informelle et **une pression fiscale très forte pesant sur les acteurs économiques**. Selon lui, l’insécurité juridique et les nationalisations ont également freiné le développement économique.

À propos de la fonction publique, Ian Sielecki insiste : **le gouvernement Milei a supprimé plusieurs centaines de milliers de postes, avec l’objectif de réorienter ces travailleurs vers le secteur privé**, notamment grâce aux privatisations. Il a précisé que les secteurs de l’éducation et de la santé relevaient principalement des provinces et non de l’État fédéral, contrairement ce que nous avons en France.

Questionné sur les limites ou les difficultés rencontrées par le gouvernement argentin, l’ambassadeur a reconnu que la **transformation culturelle et économique du pays nécessiterait du temps** (environ 25 ans). Citant l’économiste et prix Nobel Simon Kuznets qui disait « qu’il y a 4 types de pays dans le monde : les pays qui marchent, les pays qui ne marchent pas, le Japon et l’Argentine. Le Japon parce qu’ils ont tout contre eux et ça marche quand même bien alors que l’Argentine a tout pour elle et dispose de ressources naturelles, de forces humaines, un emplacement idéal mais même comme ça, ça ne marche pas ».

Le débat s’est également porté sur la notion de « populisme ». Ian Sielecki a défini le populisme comme l’utilisation des services de l’État au profit d’un parti politique à travers un discours démagogique désignant des ennemis internes ou externes. Il estime que **Javier Milei représente au contraire « l’antidote » au populisme traditionnel argentin**, historiquement inspiré du péronisme.

Enfin, interrogé par Sophie de Menthon sur l’âge de départ à la retraite en Argentine, l’ambassadeur a indiqué qu’il était fixé à 70 ans pour les hommes et 65 ans pour les femmes. Il a ajouté que Javier Milei assumait publiquement des positions très impopulaires comme une retraite tardive pendant sa campagne, et il a quand même été élu, preuve selon lui d’une conviction idéologique profonde et constante.